



HAL
open science

MUSÉES ET ÉLITES CULTURELLES À CHARTRES

Anne Pasques

► **To cite this version:**

| Anne Pasques. MUSÉES ET ÉLITES CULTURELLES À CHARTRES. 2020. halshs-02932105

HAL Id: halshs-02932105

<https://shs.hal.science/halshs-02932105>

Preprint submitted on 7 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MUSÉES ET ÉLITES CULTURELLES À CHARTRES

Anne Pasques

Correspondante de l'IHTP pour le département d'Eure-et-Loir

Après la guerre, en 1947, le Musée des Beaux-Arts de Chartres reprend vie. Cinquante ans plus tard, la ville de Chartres abrite plusieurs musées. Pourquoi, comment et quand naissent-ils ? Se développent-ils ? D'où vient leur personnel et comment est-il recruté ? Quelle est dans ces créations la part des politiques culturelles nationales, des initiatives locales ? Des associations ? Les élus municipaux et départementaux interviennent-ils ?¹

C'est à ces questions que nous espérons répondre en étudiant successivement :

- De 1947 à 1967 la renaissance du musée,
- De 1968 à 1990 les nouveaux horizons,
- Puis les nouveaux musées à l'aube des années 1990.

I - UN CONSERVATEUR AU MUSÉE PENDANT TRENTE ANS : IMMOBILISME OU ÉVOLUTION ?

En 1939, avant même la déclaration de guerre, une partie des collections du musée avait été mise à l'abri dans l'Hôtel de ville et le reste dans un château à 25 kilomètres de Chartres. En 1947, la municipalité confia la renaissance du musée à René Gobillot. Il était né en 1882 à Châteaudun, à 45 kilomètres de Chartres ; son père y était médecin major de l'armée. Il passa une partie de sa jeunesse dans le Perche puis se consacra à des études de sciences historiques et de philologie à l'École Pratique des Hautes Études. Il fut bibliothécaire à l'Institut d'art et d'archéologie². Officier de réserve après son service militaire, mobilisé en 1914, il fit toute la guerre de 1914-18 et y fut blessé. À la fin du conflit, il devint lecteur à la librairie Hachette puis administrateur de la sauvegarde de l'Art français. Il vint à Chartres, emménagea face au portail sud de la cathédrale qui lui inspira conférences et ouvrages. Nommé en février 1937 conservateur du musée³ par le sénateur-maire Raymond Gilbert, il installa dans l'ancien évêché, près du chevet de la cathédrale, les collections conservées depuis 1833 à l'hôtel de ville. Après

¹ Poirier Ph. et Rioux J.-P., *Affaires culturelles et territoires (1959-1999)*, Paris, La documentation française, 2000.

² Notices nécrologiques de la *République du Centre* du 7 juillet 1978 et de l'*Écho républicain* du 17 juillet 1978.

³ Archives Municipales de Chartres (AMC), 345 W 49.

l'inauguration du nouveau musée en 1938, il monta une exposition pour le 150^e anniversaire de la Révolution française. Jean Moulin nommé préfet en février 1939 en dessina l'affiche. Mais avec les menaces de guerre, le musée fut fermé et l'exposition n'eut pas lieu.

Pendant la guerre, René Gobillot demeura le conservateur d'un musée presque vide. À la demande du maire, Raymond Gilbert qui avait conservé son poste et qui relayait les demandes de l'État français, il organisa plusieurs expositions en mars-avril 1942 sur les « Arts du livre » où furent présentés des manuscrits médiévaux⁴. En 1942, du 28 septembre au 4 octobre, il répondit à la délégation pour la Propagande de la famille et en 1943, c'est la Chambre de commerce, le Syndicat d'initiative et le Bureau du tourisme qui soutinrent une exposition touristique pour promouvoir l'économie. C'est donc à cet homme, chartrain de cœur, resté pendant toute la guerre à l'ombre de la cathédrale tout près de « son musée » qu'en mars 1948 la nouvelle municipalité de centre droit, succédant à deux maires issus de la Résistance, confia à nouveau la gestion des collections et leur réinstallation dans l'ancien palais épiscopal. Sans doute l'espérait-il. N'avait-il pas veillé dessus tout au long de la guerre ?

Pour s'occuper du musée, la municipalité demanda à une commission de six ou sept personnes regroupant des notables et des intellectuels d'étudier tout ce qui le concernait : en firent partie le maire, le conservateur, un architecte, le peintre verrier Gabriel Loire, le chanoine Delaporte, archiviste départemental. La commission ne se réunit pas régulièrement mais l'un des conseillers, Pierre Leloup, resta très attentif à ce qui s'y passait⁵. Tout au long des vingt années pendant lesquelles il resta conservateur, René Gobillot eut la confiance des municipalités et des commissions qui se succédèrent. Son travail était reconnu et soutenu, même si les moyens financiers manquaient pour réaliser ce qu'il souhaitait, demandait et estimait nécessaire. Il est difficile de déceler une politique culturelle de la municipalité pendant cette période. Il semble qu'elle va dans le sens de René Gobillot dans la mesure où il œuvra dans l'esprit d'un Chartres qui ne changeait pas et qui restait traditionnel et « tranquille ». Passant de 26400 habitants en 1946 à 34400 en 1968 auxquels s'ajouta la population des communes limitrophes, la ville apparaissait pourtant presque immobile. Tout en continuant d'écrire et de faire des conférences sur l'architecture des églises, la vie des évêques et des communautés religieuses⁶, il rédigea un guide du musée des Beaux-Arts⁷. Il réinstalla les salles disponibles (le musée rouvrit très

⁴ Un dossier conservé dans la section « patrimoine » de la médiathèque de Chartres comprend deux photos ainsi que le catalogue et des invitations. Mais tout n'a pas été photographié, ce qui est regrettable, car la grande majorité des manuscrits alors exposés ont disparu dans un incendie, le 26 mai 1944.

⁵ Délibérations municipales du 19 mars 1948 (AMC 1W2).

⁶ Notice nécrologique dans *l'Écho républicain* du 17 juillet 1978.

⁷ AMC 345W3, « Le Musée de Chartres, musée vivant », *La Revue française*, supplément du n° 96, déc. 1957.

partiellement pour Pâques 1948)⁸ mais l'espace était trop exigü, aussi demanda-t-il dès le début puis constamment l'agrandissement du musée. Il fut soutenu par M. Leloup au sein du conseil municipal, réitérant une solution déjà proposée en 1939 : la restauration de hangars attenants au musée. En même temps, il exerça pleinement son travail de conservateur, fit restaurer des œuvres détériorées notamment un tableau de Fra Angelico, chercha les subventions nécessaires pour compléter la participation de la ville à l'achat d'œuvres d'Antoine Sergent⁹ (beau-frère du général Marceau), se soucia des tarifs d'entrée, obtint davantage de gardiens, s'inquiéta de l'insuffisance du système de protection contre le vol¹⁰. Il parvint à monter des expositions temporaires¹¹ en « déshabillant » une salle, les thèmes étaient historiques : la commémoration de la guerre de 1914 ; ou bien plus locaux avec le général de la Révolution natif de Chartres, Marceau, l'imagerie populaire chartraine ainsi que des peintres locaux. En 1962, il évoqua Charles Péguy, son pèlerinage et son ode à la cathédrale. Quand le nombre d'œuvres présentées fut plus important, l'exposition eut lieu dans une salle de la Chambre de commerce donnant sur le parvis de la cathédrale : « Autour d'Albert Marquet et ses amis » en 1961, puis en 1965, « Caillebotte et ses amis impressionnistes ». À 85 ans, René Gobillot prit sa retraite « le 10 février 1967 après 30 ans de service comme conservateur »¹², il détenait ce poste depuis 1937 ! En reconnaissance « de la manière dont M. Gobillot a servi la ville et pour lui rendre un légitime hommage »¹³, le conseil municipal donna son nom à une salle du musée des Beaux-Arts. Il y avait beaucoup de nostalgie et d'inquiétude autour de ce départ. Le même jour, le conseil municipal envisagea « pour permettre la mise au courant du nouveau conservateur dont le recrutement est en cours d'adjoindre au titulaire du poste un conseiller technique à temps incomplet doté d'une indemnité annuelle en la personne de M. Gobillot »¹⁴.

II - 1968 : UN TOURNANT ? CONTINUITÉ OU RENOUVEAU ?

René Gobillot n'avait pas à ses côtés de successeur « désigné » et il ne semble pas que la ville de Chartres et son conseil municipal aient eu quelqu'un à proposer. Mais peu avant son départ à la retraite, avait été créés les concours de recrutement de conservateur et de conservateur adjoint. Le conseil municipal créa un emploi de conservateur première catégorie

⁸ Délibérations du conseil municipal, AMC 1W3 le 19 mars 1948 : les tarifs sont fixés.

⁹ AMC Pi 186, 26 janvier 1953.

¹⁰ Registres de délibérations municipales, AMC 1W3.

¹¹ AMC, Pi 178 pp.

¹² Registre de délibérations municipales, AMC 1W12 : le 17 mai 1967.

¹³ *Idem*.

¹⁴ Registre de délibérations municipales AMC 1W12 : le 17 mai 1967.

que le préfet approuva le 21 février 1967. Aussi pendant plus de vingt ans, de 1967 à 1990, deux conservatrices issues du concours se succédèrent : Sylvie Cornélus Douce de la Salle de 1967 à 1987, puis Maïthé Vallès-Bled, conservatrice adjointe à partir de 1985¹⁵. Après 1968, le personnel fut plus nombreux, aux côtés du conservateur : conservateurs adjoints, attachés de conservation, animateurs ainsi que des gardiens de salles. Leurs origines sociales et géographiques étaient diverses, leurs études furent l'histoire de l'art, la sociologie, voire la communication. Pendant cette seconde période (1967-1990), le musée fut peu à peu agrandi. Les locaux du musée appartenaient au Conseil général (bail de 99 ans), c'était à la municipalité de faire les travaux d'agrandissement qui permirent la présentation au public d'une partie des œuvres en réserve, des legs et donations. Au cours des vingt années qui suivirent le temps de Mai 68, des associations apparurent et se manifestèrent ; elles se formèrent dans le but déclaré de faire valoir et faire aboutir des projets locaux.

Ainsi, aussitôt après la libération, des Résistants souhaitaient rappeler leurs luttes à Chartres : objets, photos et documents furent réunis à cet effet ; ils voulaient y associer le souvenir de Jean Moulin, préfet de Chartres de février 1939 à sa suspension par le gouvernement de Vichy en novembre 1940. En juillet 1967, Charles Rickard est nommé préfet, c'est un ancien Résistant. Sollicité par les associations chartraines et le Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale, il demanda à Sylvie Cornélus d'installer un « musée Jean Moulin » dans deux petites salles près de la préfecture. La toute nouvelle conservatrice reçut l'aide des Résistants, du Comité d'histoire, des archives départementales, de Laure Moulin qui venait de publier un ouvrage sur son frère et qui lui confia son costume de préfet et sa supposée pierre tombale. L'inauguration eut lieu le 17 juin 1969, toutes les personnalités politiques de Chartres et de la région étaient là devant les Résistants : cinq discours se succédèrent, la presse locale y accorda une grande place. Il est étonnant que cette inauguration ait été autant médiatisée¹⁶ et qu'il n'en ait pas été fait mention dans les délibérations municipales alors que le maire avait terminé son discours en disant que « la ville s'associe de tout cœur pour l'entretien et le développement de ce monument du souvenir ». Faut-il y voir une concurrence des pouvoirs ? De la distance à l'égard d'un héros national très médiatisé depuis son entrée au Panthéon ? Ce musée disparut à la suite de travaux à la préfecture¹⁷.

C'est également une association qui fut créée pour « sauver » la Maison Picassiette d'un

¹⁵ Maïthé Vallès-Bled est restée conservatrice du Musée des Beaux-Arts de Chartres jusqu'en 1996.

¹⁶ Longs articles dans *l'Écho* et dans la *République du Centre* en mai 1969 et les 17 et 18 juin 1969.

¹⁷ Selon M.F. Soulier dans son intervention au colloque des 10 et 11 juin à Paris ? il disparaît en 1983 in Azéma J.-P., *Jean Moulin face à l'Histoire*, Paris, Flammarion, 2000. Pour Sylvie de la Salle, ce serait plutôt en 1977.

achat américain. Un gardien de cimetière avait ramassé des morceaux d'assiette dont il avait recouvert sa petite maison de deux pièces, tout était décoré : murs, sols, pots de fleurs, machine à coudre. Il avait également construit dans la cour une « chapelle » bleue où il s'était représenté avec son épouse et des églises miniaturisées. La maison de Raymond Isidore était connue de son vivant. Après son décès et celui de son épouse, l'« association des amis de la maison Picassiette » obtint que la ville de Chartres l'achète, ce fut fait le 9 juillet 1981¹⁸. Le maire Georges Lemoine déclara : « Nous serons maîtres de la maison et de son exploitation et nous pourrons la déclarer comme une annexe du musée, y mettre quelqu'un pendant la période touristique et bénéficier des entrées et de la vente des cartes postales »¹⁹. Jack Lang y vint en juin 1983²⁰, après son classement comme « monument historique »²¹ le 22 novembre 1982. Après quelques travaux, elle fut rouverte au public. Son succès avait précédé son achat, il se poursuivit d'autant plus qu'elle fut le sujet de plusieurs ouvrages, revues et d'un colloque autour de l'art brut. Les visiteurs y furent nombreux : 12000 en 1980, 22000 en 1981.

D'autres associations soutinrent des créations ; ce fut le cas pour le Museum d'histoire naturelle. Au début du XIX^e siècle, le musée abritait des collections scientifiques dans la continuité des cabinets de curiosité ; tableaux, sculptures et objets d'art furent acquis par la suite. En 1939, les collections scientifiques restèrent dans l'hôtel de ville, le bombardement du 26 mai 1944 en détruisit une partie : ce qui resta fut partagé entre le musée et le lycée Marceau. Un professeur s'y intéressa. Le conseil municipal averti par M. Leloup et le comité se montra fort intéressé et souhaita la poursuite de ce travail pour son intérêt pédagogique. En 1966, la ville chargea ce professeur, M. Pierre Delahaye²² qui, après être passé par l'École normale d'instituteurs d'Alençon puis l'École normale de Saint Cloud, fut nommé en 1947 jeune agrégé à Chartres où il fit toute sa carrière, d'étudier la possibilité d'un Museum autonome²³. Le conseil municipal se demandait comment le rémunérer. Il en devint le conservateur en 1968 en plus de son travail au lycée ; il reçut quelques heures supplémentaires, leur nombre étant limité par les règlements de l'Éducation nationale. Inauguré en 1969 par Théodore Monod, le Museum fut installé en 1979 dans une ancienne chapelle du lycée ; y furent rassemblés des vestiges préhistoriques, des herbiers, des oiseaux et des animaux empaillés, des insectes, des papillons. Les collections augmentaient à la suite de dons ou d'achats. Le conseil municipal estimant le

¹⁸ Délibérations municipales AMC 1W32 du 5 février 1981 et *Notre Ville* n° 41 de février 1982.

¹⁹ Délibérations municipales AMC 1W32 du 11 mai 1981.

²⁰ *Notre ville* n° 55 de septembre 1983.

²¹ Délibérations municipales AMC 1W37 du 8 juillet 1983.

²² Notice biographique de Pierre Delahaye dans « *Conservatoire botanique du bassin parisien* ».

²³ Les Muséums dépendaient du ministère de l'Éducation nationale.

travail très lourd nomma par arrêté du 31 janvier 1969 un conservateur adjoint, François Carré²⁴, qui avait aidé M. Delahaye alors qu'il était encore lycéen. Après des études de lettres classiques, il avait opté pour la géomorphologie, travaillé sur de grands chantiers de fouilles avec Henri de Lumley, André Leroi-Gourhan, sans oublier des fouilles médiévales à Chartres ; ses conférences étaient appréciées et suivies. Il fut à l'origine d'une association qui contribua à soutenir et développer la vie du Museum et l'organisation des sorties : la « Société des amis du Museum de Chartres et des naturalistes d'Eure et Loir ».

François Carré était chartrain d'une famille chartraine. Son père était professeur de lettres classiques au lycée Marceau. Pour ses capacités et son sens du contact, il a été plébiscité. Quand M. Delahaye prit sa retraite, il fut nommé conservateur du Museum le 14 mars 1983 et le dirigea jusqu'en 1991. Très actif et inventif, il rendit le Museum plus visible avec des expositions hors les murs au foyer du théâtre : en 1985, il présenta des fossiles d'éléphant²⁵ – il avait reconstitué le squelette d'une femelle de 2 ans –, l'année suivante en octobre et novembre 1986 une exposition sur les reptiles et les dinosaures²⁶. Le musée apparaît comme une création locale, tout entière chartraine, enfin presque ! La municipalité l'appréciait beaucoup mais regrettait que le nombre de visiteurs reste insuffisant au regard de son intérêt.

C'est après 1968 et ses bouleversements, en 1974²⁷, que deux anciens enseignants bien connus dans leur milieu, André Thoby et Roger Joly, souhaitèrent créer un musée de l'École pour l'Eure et Loir. André Thoby était né en 1901, il avait été Résistant, syndicaliste et directeur d'école ; il était correspondant du Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale. Roger Joly, né en 1924, avait participé à la libération de Chartres en 1944 ; devenu enseignant il s'était passionné pour l'histoire locale. Attachés à leur métier et à l'école républicaine, ils craignaient de voir « disparaître les traces d'une école traditionnelle ». Comme en ce début des années 1970, des écoles rurales qui devaient fermer abritaient encore beaucoup de matériel scolaire, ils purent en récupérer quand les écoles étaient vouées à la destruction. Leur projet fut soutenu par l'inspecteur d'académie et le directeur de l'École normale. En 1975, André Thoby put installer « son musée » dans l'École normale : il reconstitua une salle de classe « d'autrefois » avec des pupitres, des bancs, une estrade et un poêle. Dans l'un des placards, on pouvait voir quand il était ouvert des serpents dans le formol, une chaîne de décimètre etc. Le musée accueillit tout de suite des classes et fut soutenu par l'Association du Musée de l'école à laquelle adhérèrent

²⁴ Notice nécrologique rédigée par Pierre Delahaye : François Carré (1948- 2000).

²⁵ *Notre Ville, revue municipale* n° 80 de décembre 1985 et n° 81 de février 1986.

²⁶ *Notre Ville, revue municipale* n° 88 d'octobre 1986 et n° 89 de novembre 1986.

²⁷ La plupart des informations proviennent de la brochure illustrée : *Bienvenue au Musée de l'école de Chartres et d'Eure et Loir* réalisée par l'actuelle direction de ce musée.

des enseignants dont beaucoup d'anciens. De 1976 à 1991, M. Thoby resta à sa tête ; le musée fut cité dans la presse et dans l'ouvrage *À l'encre violette* puis fit l'objet d'une émission d'Antenne 2. En 1989, le Conseil général lui proposa une grande salle au rez-de-chaussée, le petit musée devint un véritable musée départemental, l'essentiel du travail relevait du bénévole ; André Thoby le quitta en 1991, il avait alors 90 ans.

Si les associations purent servir d'aiguillon et orienter des choix, comme pour la Maison Picassiette, elles ne parvinrent pas ou rarement à réunir des sommes suffisantes pour réaliser ce qu'elles envisageaient. À la recherche de « moyens », elles s'adressèrent à ceux qui pourraient leur en fournir : le plus souvent la municipalité. Parfois, pour certaines demandes, une subvention assez régulière fut octroyée. Mais il pouvait y avoir des cas « exceptionnels » : citons un « Musée des pompiers »²⁸, projet du commandant des pompiers qui reçut une petite subvention de la municipalité en 1968. Les organismes d'État étaient aussi sollicités ; le ministère de la Culture le fut souvent pour des sommes importantes exceptionnelles ou aussi pour le financement d'activités scolaires nouvelles mais régulières. Des demandes sont aussi adressées à la DRAC, qui existe pour la région Centre à partir de 1977, ainsi qu'aux FRAC pour les achats et les activités autour de l'art contemporain. Avec ces différentes interventions d'en bas, d'en haut, il y eut après Mai 68 une assez grande effervescence dans les activités culturelles qui contrastait avec les vingt années qui avaient précédé : le Musée des Beaux-Arts en fut un exemple.

La conservatrice du Musée des Beaux-Arts hérita d'un établissement lentement mais fermement réorganisé depuis 1947. Jusqu'en 1975 environ, Sylvie de la Salle poursuivit la présentation des expositions qui avaient été prévues et préparées par son prédécesseur autour des figures locales ou de personnages célèbres en relation avec Chartres. Après le montage du « Musée Jean Moulin », Sylvie de la Salle n'abandonna pas les thèmes qui figuraient depuis les débuts de René Gobillot, elle y présenta le général Marceau en 1969. Des travaux et des recherches accompagnèrent les présentations de sujets qui firent l'objet d'expositions après son départ ; ce fut le cas de Péguy et Claudel en 1970, de Soutine (exposition de 1972), de Vlaminck en 1978 ou des rapports de Proust « avec les peintres » en 1971, Jean Moulin en 1969 puis en 1982 et en 1984. En 1969, elle avait aussi exposé des peintres locaux, un peintre de paysages beaucerons Auguste Liquois et un peintre abstrait Le Moal.

Mais Chartres est en Beauce et il y avait eu à plusieurs reprises le souhait de réaliser un Musée de la Beauce. Au milieu des années 1970, le musée ouvrit une section « Arts et traditions

²⁸ Registre de délibérations municipales en mars 1968.

populaires ATP » : un conservateur adjoint Daniel Poirier en fut chargé, c'était un sociologue originaire de la région. Alors suivirent des thèmes autour de la ruralité, son histoire, son passé et ses représentations. En 1976, les scènes agricoles dans la peinture française au XIX^e siècle, et la même année les cartes postales en Beauce ; en 1977 des scènes agricoles. En 1978, la thématique du mouton²⁹ fut introduite avec : « l'archéologie du mouton » et « Bergers et moutons en Beauce » ; en 1979 ce fut : « Bergers et moutons dans la peinture française du XIX^e³⁰ ». La section des ATP lança un appel pour « récolter des objets traditionnels » que les conservateurs allèrent chercher dans des fermes. Le musée invita le témoin Ephraïm Grenadou³¹, qui vivait à quinze kilomètres, pour parler de la vie en Beauce depuis 1900. Des brochures pédagogiques parurent à l'occasion de ces expositions. Mais Sylvie de la Salle put aussi montrer son goût pour l'art contemporain ; en même temps surtout un peu après « le temps des moutons » se succédèrent des expositions d'artistes vivants ou récemment disparus, connus parfois internationalement ainsi que des locaux. Des œuvres sont achetées avec l'aide de la DRAC et de la FRAC comme celles de Malaval ou de Fluoman. Malgré la diversité des sujets traités dans les expositions, des critiques animèrent le conseil municipal à propos de l'art contemporain et sur le fait que les peintres locaux sont oubliés : « si on met du contemporain qu'au moins ce soient des locaux ou des régionaux ! »³².

En 1983-1984, Sylvie de la Salle réalisa une exposition de grande ampleur, avec Patrick Le Nouëne, alors conservateur adjoint remplaçant. M. Le Nouëne voulait poursuivre le travail entrepris par un Américain sur le réalisme dans la peinture française, il s'appuya sur des œuvres représentant la ruralité au XIX^e siècle. La municipalité participa à l'achat d'un tableau de Veyrassat : « Le repas des moissonneurs ». Un catalogue très documenté avec des reproductions en noir et blanc et des articles approfondis fut publié³³. Ainsi la ruralité fut traitée sous nombre de ses aspects. Le musée reçut encore des legs et des donations, certains étaient importants comme ceux des filles de Vlaminck, même s'ils ne concernaient presque que des œuvres des dernières années de sa vie et non sa période fauve. Un autre legs fut très important, le legs Bouge, il réunissait une importante bibliothèque spécialisée, de nombreux objets océaniques et des valeurs importantes. Ce legs comme d'autres fut accepté mais il nécessitait du personnel pour le classement et de l'espace pour le présenter. Des pièces de Nouvelle Calédonie furent

²⁹ *Notre Ville* n° 8 et 9 de juillet 1978.

³⁰ *Notre Ville* n° 11 de janvier 1979.

³¹ Prévost A., *Grenadou paysan français*, Paris : Seuil, 1966.

³² Délibérations municipales.

³³ Nouene P., Boime A. et Douce de la Salle S., *Exigences de réalisme dans la peinture française entre 1830 et 1870*, Chartres, Musée des Beaux-Arts [1983].

exposés et le maire Georges Lemoine, alors secrétaire d'État à l'outremer, invita des Néocalédoniens à visiter le musée. À cette époque, le musée s'ouvrit de plus en plus en direction des scolaires, des visites et des ateliers furent organisés, le ministère de la culture de Jack Lang le recommandait. Les animateurs furent généralement des professeurs détachés de l'Éducation nationale mais certains animateurs dépendaient du musée. Dans le même esprit, il organisa des cours de dessin et de sculpture pour des enfants, des jeunes et des adultes. L'association des Amis du Musée fut créée pour les organiser.

Pendant près de vingt ans, Sylvie de la Salle fit vivre le musée. Tout en poursuivant les lignes de son prédécesseur, elle les renouvela et les élargit et ouvrit largement le musée sur la modernité et les œuvres contemporaines, sur l'art en train de se faire. Elle dut le quitter en 1987 ainsi que Patrick Le Nouêne qui avait été son adjoint et son collaborateur.

Entrée au Musée des Beaux-Arts de Chartres comme conservatrice adjointe en 1985, Maïthé Vallès-Bled monta les expositions déjà programmées puis réalisa celles consacrées à des peintres qui avaient séjourné en Eure-et-Loir pendant de courtes périodes. En 1987, l'exposition Vlamincq mettait en valeur les donations des filles du peintre. En 1989, l'exposition est d'une autre dimension : Chaïm Soutine avait été hébergé par Madeleine Castaing dans sa grande demeure de Lèves les deux années du début de la guerre. Ce séjour est présent dans son œuvre : outre le grand portrait de Madeleine Castaing, Soutine a peint la cathédrale de Chartres, un petit pâtissier, les paysages des alentours. La municipalité en organisa la publicité, l'exposition eut beaucoup de succès. Le président François Mitterrand y vint en visite privée.

III - 1980-1990 : LE CONSEIL GÉNÉRAL ENTRE EN SCÈNE

Enfin, c'est à la fin des années 1980 que deux projets depuis longtemps en gestation furent en voie de réalisation. Tous deux étaient l'émanation de particularismes locaux : l'un voulait mettre en valeur les vitraux, l'autre les moyens techniques de l'agriculture. Si ces thèmes purent apparaître liés à Chartres et à la Beauce, ils se heurtaient à la concurrence d'autres villes qui envisageaient également de traiter ces collections.

L'idée d'un Musée du vitrail apparut très tôt. Dès 1954, un projet fut évoqué et fit l'objet de discussions. Où ? Certains évoquent d'anciennes églises mais il fallut attendre 1973 et la constitution d'une « Association pour un centre international du vitrail » pour choisir un lieu. Les églises sont écartées, un bâtiment du XIII^e siècle, le Cellier de Loëns alors assez détérioré rencontra peu à peu des partisans : il était proche de la cathédrale et du Musée des Beaux-Arts.

M. Leloup espérait la restauration de ce lieu « non pour le prestige mais pour la sauvegarde du patrimoine ». Peu à peu, avant même d'être accepté, le Centre International du Vitrail (CIV) exista et prit forme : sa création fut soutenue par l'omniprésent M. Leloup qui était toujours prêt à défendre et à développer les lieux culturels à Chartres. En avril 1980, la ville fut représentée au projet de salon du vitrail. M. Firmin Didot qui avait financé par son mécénat la restauration des grands orgues de la cathédrale puis les concerts d'orgue, s'engagea alors pour le Centre du vitrail qui « doit être international ». La ville et le CIV proposèrent une grande exposition sur le vitrail qui devait commencer le 2 juillet 1980 et durer deux mois et demi. Le président Giscard d'Estaing fut invité par l'Association des Amis du Vitrail, sa présence apparut comme une « inauguration », mais rien n'était encore fait même si une bibliothèque comprenant de nombreux ouvrages sur le vitrail, qui avait été mise à la disposition du CIV pour préparer l'exposition de juillet 1980, fut installée dans un bâtiment proche du cellier de Loëns. Cette proximité laissait espérer que le temps était proche où le Cellier pourrait abriter le CIV.

C'est en 1982 que fut signée la charte de la ville et du ministère de la Culture sur la mise en valeur du patrimoine, ce qui encouragea le projet. L'année 1986 marqua un nouveau départ pour le CIV qui obtint de nouveaux financements. M. Firmin Didot montra l'importance d'un centre pour Chartres, il invoqua et insista sur le risque qu'un centre du vitrail fut installé ailleurs car il y a d'autres candidatures en France et à l'étranger, notamment en Allemagne. Ces arguments portèrent, la municipalité s'inquiéta, peu à peu des subventions vinrent et de la municipalité et surtout du département, et de la région et de l'État. Le CIV pouvait s'installer dans le cellier de Loëns, l'ancien grenier à sel du chapitre de la cathédrale rénové par la ville à cet effet. M. Firmin Didot était le président de l'association. En 1980, une directrice de recherches au CNRS spécialiste du vitrail, Mme Françoise Perrot, fut détachée cinq ans à Chartres pour monter le Centre du vitrail mais, comme il y avait des problèmes de définition et d'absence de projet, le démarrage fut très lent. Avec le recrutement d'un directeur M. Jean-François Lagier³⁴ qui cumulait une formation polyvalente adaptée à sa fonction : histoire de l'art, philosophie et gestion, les expositions se succédèrent. Avec le CIV, les vitraux souvent présentés comme une spécificité et une richesse chartraine sont mis en valeur avec un personnel venu d'ailleurs mais qui pour l'essentiel s'adapta et s'installa à Chartres.

À Chartres, la Beauce et les activités agricoles constituaient un pôle d'attraction bien avant 1939. Comme on a pu le dire plus haut, le Musée des Beaux-Arts possédait des outils agricoles et de nombreuses représentations graphiques des campagnes beauceronnes qui avaient

³⁴ Entretien téléphonique avec M. Lagier en octobre 2016.

été l'objet d'expositions dans sa section ATP (des sabotiers en 1975 aux moutons et aux charrues). Beaucoup souhaitaient : « sauver et donner à voir les machines et les outils qui étaient en usage dans une société rurale en mutation³⁵ ». À la suite des expositions qu'elle présenta au musée, Sylvie de la Salle participe à des recherches, elle raconta les aléas et les difficultés qu'elle rencontra pour ramener de la campagne certaines pièces importantes tant par leurs dimensions que par leur côté exceptionnel. Elle fut interviewée en 1981 sur les outils et les machines du musée dans un reportage télévisé. L'atmosphère de la région favorisait la préservation d'« objets mémoire, d'outils témoins »³⁶. Ces passions locales étaient en résonance avec l'environnement de G.H. Rivière chargé des ATP sur le plan national, mais aussi avec les recherches présentées à la Cité des sciences ou au CNAM (Conservatoire des Arts et Métiers) et avec le goût de l'époque. Parallèlement, en novembre 1977, le SEDIMA³⁷ entreprit une collecte auprès des agriculteurs et des concessionnaires de machines ; il voulait monter un musée national du machinisme agricole encouragé, en 1979, par le ministre J.-Ph. Lecat dans un discours au Salon de l'agriculture. Parallèlement, le COMPA popularisa ces idées en partie grâce à la télévision. L'Association des Amis du Musée de Chartres proposa en novembre 1980 la candidature de la ville de Chartres (plusieurs villes étaient alors envisagées) en la justifiant par une longue tradition agricole et sa situation géographique. La principale ville concurrente était Niort³⁸. L'Association du COMPA fut fondée en mars 1981 avec le président de la chambre d'agriculture, le maire de Chartres G. Lemoine, le président du conseil général et S. de la Salle ; l'impulsion venait d'en haut, elle était épaulée par un ethnologue universitaire Jean-Marc Providence. Jack Lang s'y intéressa, le projet de conservatoire fut reconnu, l'antenne chartraine se mit en place mais, elle n'avait pas de local ! Les machines et autres objets se trouvaient dans une ferme à 10 kilomètres et dans une caserne chartraine, ces locaux dépendant du Musée des Beaux-Arts. La ville de Chartres refusa d'entrer dans le capital du COMPA, c'est ce que vinrent dire les conseillers municipaux chargés des finances à leurs collègues³⁹, ils pensaient qu'il était préférable de donner une subvention quand ce serait nécessaire ; ils ne voulaient pas renouveler le carcan du CIV. Le futur musée n'avait pas de murs mais il était très actif et faisait circuler des expositions.

En mars 1985, le Conseil général acheta la rotonde (qui servait auparavant à la réparation

³⁵ Site du COMPA [en ligne], <http://musees.regioncentre.fr/les-musees/compa-le-conservatoire-de-l-agriculture>

³⁶ Projet scientifique et culturel du COMPA-Conservatoire de l'agriculture de Chartres.

³⁷ Le Syndicat des Entreprises de Distribution des Équipements et des Machines Agricoles SEIDMA est créé en 1919.

³⁸ Dupuis R., « La patrimonialisation du monde agricole : l'exemple des musées de 1920 à nos jours », *Thèse d'histoire Université de Reims*, 2015 [en ligne], <http://www.theses.fr/2015REIML003/document>.

³⁹ Intervention au conseil municipal.

du matériel de chemin de fer) à la SNCF. Le conservatoire du machinisme agricole fut construit sur deux communes, Chartres et Mainvilliers, autour de la rotonde. En 1990, deux ministres, Jack Lang pour la Culture et Henri Nallet pour l'Agriculture, étaient auprès du président du conseil général pour l'inauguration le 17 juillet devant 700 personnes. Pour ces deux derniers cas, les démarches furent parallèles : d'anciens projets furent réalisés avec des appuis extérieurs : mécénat, rôle du SEDIMA, débutèrent par des manifestations « hors sol » en s'appuyant sur des associations plus suscitées que spontanées ; leur financement dut déborder largement du cadre municipal.

De 1947 à 1989, le noyau central de la ville ne changea pas, elle resta à l'intérieur des boulevards qui suivaient le tracé des anciennes murailles. Elle semblait immobile malgré l'augmentation de la population de 50 % (de 26 400 à 39 600). Cette croissance a-t-elle rejailli sur les lieux culturels ? Ce n'est qu'après 1968 que de nouveaux lieux ouvrent ; le Musée des Beaux-Arts reste longtemps le seul édifice dans la ville, les autres sont de petite taille et quasiment invisibles. Plus tard, dans les années 1980, le CIV apparaît ; quant au COMPA, il n'est en place qu'en 1990, en dehors du centre, près de la gare. Les conservateurs ou directeurs sont originaires de la ville ou de la région ; ceux qui vinrent d'ailleurs s'installèrent pour la plupart à Chartres et appartenirent alors au « milieu culturel chartrain ».

Bibliographie

AZÉMA Jean-Pierre, *Jean Moulin face à l'Histoire*, Paris, Flammarion, 2000.

CHÉDEVILLE André, *Histoire de Chartres*, Toulouse, Privat, 1983.

DUPUIS Richard, « La patrimonialisation du monde agricole : l'exemples des musées de 1920 à nos jours », *Thèse de doctorat en Histoire sous la direction de Marie-Claude Genet-Delacroix*, Reims, École doctorale des Sciences de l'homme et la société, 2015 [en ligne], <http://www.theses.fr/2015REIML003/document>.

FARCY Jean-Claude, *Chartres au XX^e siècle*, Chartres, CDDP d'Eure et Loir, 1983.

GOB André, *Le musée une institution dépassée ?*, Paris, Armand Colin, 2010.

NOUENE Patrick, BOIME Albert et DOUCE DE LA SALLE Sylvie, *Exigences de réalisme dans la peinture française entre 1830 et 1870*, Chartres, Musée des Beaux-Arts [1983].

POIRIER Philippe et RIOUX Jean-Pierre, *Affaires culturelles et territoires (1959-1999)*, Paris, La documentation française, 2000.

POULOT Dominique, *Patrimoine et musées*, Paris, Hachette, 2001.

POULOT Dominique, *Musée et muséologie*, Paris, La découverte, « coll. Repères », 2009.

PRÉVOST Alain, *Grenadou paysan français*, Paris, Seuil, 1966.